



Assemblée générale

Distr. générale
22 avril 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 116 d) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 21 avril 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Tchéquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau de la présidence de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature de la République Tchèque au Conseil des droits de l'homme pour le siège à pourvoir par un État d'Europe orientale pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2023, lors de l'élection partielle qui doit se tenir pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée.

En application de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente fait tenir ci-joint à la présidence un récapitulatif des engagements pris volontairement par la République tchèque, par lesquels celle-ci réaffirme que la promotion et la protection des droits humains sont au cœur de sa politique étrangère (voir annexe).

La Mission permanente de la République tchèque serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 116 d) de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 21 avril 2022
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente de la Tchéquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Tchéquie au Conseil des droits
de l'homme (élection partielle de 2022)**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution [60/251](#)
de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. La République tchèque s'engage à œuvrer au Conseil des droits de l'homme pour la promotion et la protection des droits humains, conformément aux engagements pris volontairement présentés ci-dessous.

II. Au niveau international

2. La République tchèque s'emploiera à promouvoir les droits humains de manière juste et équitable dans les organes internationaux chargés de cette question. Comme nous l'avons fait lors de nos précédents mandats au Conseil des droits de l'homme, nous participerons activement aux travaux du Conseil afin de l'aider dans sa mission, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale. Nous pèserons en faveur de mesures adéquates et rapides face aux violations des droits humains et aux atteintes y relatives, où qu'elles se produisent. Nous nous emploierons à demander des comptes. Nous traiterons les problèmes propres à certains pays et les questions thématiques, y compris dans les cas où le Conseil doit agir de toute urgence.

3. Au Conseil des droits de l'homme, la République tchèque collaborera de manière transparente et dans un esprit de bonne volonté avec tous les États de toutes les régions, ainsi qu'avec la société civile et les défenseurs et défenseuses des droits humains. Nous favoriserons la coopération et le dialogue et aiderons les États à respecter leurs obligations et à tenir leurs engagements en matière de droits humains, en offrant une assistance technique et en contribuant au renforcement des capacités.

4. Nous continuerons de coopérer étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de défendre son indépendance et son impartialité et de l'épauler dans son travail, notamment en continuant de verser des contributions volontaires.

5. La République tchèque défend avec ardeur les mécanismes internationaux de protection des droits humains. Nous continuerons de participer activement aux dialogues sur l'Examen périodique universel, en proposant nos recommandations aux États et en les aidant à appliquer ces recommandations.

6. Nous contribuerons aux travaux du Conseil des droits de l'homme, en nous appuyant sur notre expérience de la transition vers un État ouvert et démocratique fondé sur la primauté du droit et le respect des droits humains.

7. La République tchèque reste déterminée à lutter contre toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique ou sociale, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, la situation au regard du handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous œuvrerons en faveur de l'égalité des chances pour toutes et

tous, encouragerons l'autonomisation économique des femmes et défendrons activement les droits de celles-ci. Nous agirons avec détermination contre la violence infligée aux femmes et aux filles, y compris le recours à la violence sexuelle dans les conflits armés.

8. Nous continuerons de soutenir résolument la participation aux affaires publiques et politiques dans des conditions d'égalité, ainsi que la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association, notamment en présentant des résolutions à cet égard au Conseil des droits de l'homme.

9. La République tchèque œuvrera également en faveur de la liberté d'expression et d'information, en ligne comme hors ligne, en ce qu'elle permet la jouissance d'un éventail plus large de droits humains, et appuiera les médias libres et indépendants.

10. Conscients du rôle croissant du numérique, nous mettrons l'accent sur la protection des mêmes droits en ligne qu'hors ligne, tout en nous attachant à résoudre les problèmes qui se posent dans ce domaine, comme la fracture numérique. Dans ce contexte, nous défendrons une conception des technologies numériques centrée sur l'humain et fondée sur les droits humains, ainsi que le concept d'humanisme numérique, tant au Conseil des droits de l'homme que dans d'autres instances.

11. Nous demeurerons déterminés à promouvoir la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil des droits de l'homme et nous dénoncerons haut et fort tous les actes d'intimidation ou de représailles qui pourraient viser celles et ceux qui cherchent à coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec les mécanismes de protection des droits humains.

12. Les droits humains sont universels, et nous nous engageons à agir au service des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Dans le cadre de la coopération au service du développement et de projets de politiques visant à promouvoir la transition pleinement conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable, nous continuerons de contribuer à la protection et à la mobilisation en faveur des droits humains, à l'état de droit, à la démocratie et à la bonne gouvernance dans les pays partenaires de toutes les régions.

13. La République tchèque continuera d'appuyer le renforcement des institutions dans le domaine de l'état de droit, notamment en menant des activités visant à lutter contre la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

14. Nous continuerons également de promouvoir les droits humains dans le contexte environnemental, notamment le droit de tous à vivre dans un environnement sûr, propre, sain et durable.

III. Au niveau national

15. Nous nous engageons à continuer de participer activement au mécanisme d'Examen périodique universel, notamment lors de l'examen national de la République tchèque, en janvier et février 2023.

16. Nous continuerons de coopérer pleinement avec toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, auquel la République tchèque a été l'un des premiers États Membres à adresser une invitation permanente, en septembre 2000, et nous nous tiendrons prêts à répondre rapidement à toute demande de visite. Nous continuerons de soumettre nos rapports nationaux aux organes conventionnels et de donner suite à leurs recommandations.

17. Nous nous engageons à faire bon usage des structures consultatives permanentes de l'État, telles que le Conseil gouvernemental des droits de l'homme et ses organes de travail, en maintenant un dialogue permanent avec les milieux universitaires et les organisations de la société civile sur les questions relatives aux droits humains.
18. Nous nous engageons à œuvrer à la création d'une institution nationale des droits humains chargée de promouvoir et de contrôler la mise en œuvre effective des normes internationales en matière de droits humains et de favoriser la coopération avec les organisations de la société civile au niveau national, conformément aux Principes de Paris.
19. Nous nous engageons à travailler à une prévention efficace de la violence à l'égard des femmes et de la violence familiale, ainsi qu'à la mise en œuvre effective des instruments internationaux relatifs aux droits humains au niveau national.
20. Nous nous engageons à continuer de promouvoir l'égalité et la non-discrimination à l'égard des Roms et à accompagner leur intégration sociale, leur participation à la vie politique et leur démarginalisation.
21. Nous nous engageons à continuer d'œuvrer en faveur de l'égalité des chances pour tous, notamment en mettant en place des mesures visant à accroître la participation des femmes aux processus décisionnels et leur mobilisation en politique.
22. Nous nous engageons à continuer de renforcer la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, notamment en maintenant notre engagement en faveur d'une participation politique véritable et de l'emploi des personnes handicapées.
23. Nous nous engageons à intensifier la poursuite de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier dans le domaine de la protection des enfants contre toute forme de violence, et à garantir leur droit de grandir dans un cadre familial.
24. Nous nous engageons à sensibiliser les entreprises tchèques, en particulier les entreprises publiques, aux droits humains, notamment en favorisant le dialogue sur les droits humains entre les entreprises, l'État, les syndicats, le monde universitaire et la société civile.
25. Nous nous engageons à continuer de mettre en œuvre les objectifs de développement durable et de promouvoir les droits humains dans l'emploi et dans le contexte environnemental.
